



Direction des Collectivités Locales  
et des Procédures Publiques  
Bureau des Enquêtes Publiques  
et des Installations Classées  
JPV

## ARRETE PREFECTORAL

n° 2014213-0005 du 01 AOUT 2014 portant

mise en demeure à la Société GRAVIRHIN de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 réglementant son exploitation de carrière de Ensisheim, notamment s'agissant de l'arrêt des travaux d'extraction, de la remise en état finale du site, du montant de garanties financières de remise en état et du renouvellement des garanties financières de remise en état

### Le Préfet du Haut-Rhin

Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- VU l'arrêté préfectoral n°992943 du 18 novembre 1999 (*autorisation d'exploiter à la Ste LAMMERT et Fils - validité 15 ans*),
- VU l'arrêté préfectoral n°02-2838 du 14 octobre 2002 (*prescriptions complémentaires: remise à niveau des prescriptions d'exploiter*),
- VU la visite d'inspection de la carrière du 15 juillet 2014,
- VU le rapport de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées du 17 juillet 2014,

**CONSIDÉRANT** que l'échéance des travaux d'extraction du site est imposée au 18 février 2014 (*article 2 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 susvisé*) et que lors de l'inspection du 15 juillet 2014 il a été constaté que la carrière était toujours en exploitation,

**CONSIDÉRANT** la remise en état finale de la carrière est imposée au 18 mai 2014 (*article 2 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 susvisé*) et que lors de l'inspection du 15 juillet 2014 il a été constaté que la remise en état de la carrière n'est pas réalisée,

**CONSIDÉRANT** que le montant de garanties financières actuellement disponible (*montant de 63 212 euros – acte de cautionnement établi par BANQUE POPULAIRE d'Alsace le 5 octobre 2012 - limite de validité au 18 novembre 2014*) est insuffisant puisque compte tenu de l'état de la carrière au jour de la visite d'inspection du 15 juillet 2014 il est estimé à 74 385,20 euros, et que l'exploitant n'a adressé au préfet aucun acte de cautionnement de garanties financières de remise en état d'un montant suffisant à la remise en état (*article 31-2 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 susvisé*),

**CONSIDÉRANT** que 6 mois avant l'échéance de l'acte de cautionnement de garanties financières de remise en état disponible, l'exploitant n'a pas adressé au préfet une attestation de renouvellement comme ceci est imposé à l'article 31-3 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 susvisé

**CONSIDÉRANT** en conséquence que la Ste GRAVIRHIN ne respecte pas les prescriptions des articles 2, 31-2 et 31-3 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 susvisé,

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :  
*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »*,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

## **ARRETE**

### **Article 1er :**

L'exploitant de la Ste GRAVIRHIN dont le siège social est 3A route de Mulhouse – 68790 ENSISHEIM, est mis en demeure de respecter les prescriptions des articles 2, 31-2 et 31-3 de l'arrêté préfectoral n°02-2838 du 14 octobre 2002, reprises ci-après aux articles suivants, dans les délais impartis aux articles suivants, et qui s'appliquent à sa carrière de Ensaisinée.

**Article 2 : Au plus tard le 4 août 2014,** conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 susvisé, s'agissant des travaux d'extraction :

*« (...) Sauf en cas de renouvellement de cette autorisation, l'extraction des matériaux commercialisables sera achevée (...) »* .

**Article 3 : Au plus tard le 18 août 2014,** conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 susvisé, s'agissant de la remise en état finale du site :

*« (...) Sauf en cas de renouvellement de cette autorisation, (...) sera achevée (...) la remise en état (...) »* .

**Article 4 : Au plus tard le 18 août 2014,** conformément aux dispositions de l'article 31-2 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 susvisé, s'agissant du montant des garanties financières de remise en état :

*« (...) Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières. (...) »* .

**Article 5 : Au plus tard le 18 août 2014,** conformément aux dispositions de l'article 31-3 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 susvisé, s'agissant de l'attestation de renouvellement des garanties financières de remise en état :

*« L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées doit être adressée au préfet (...) »* .

**Article 6 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement,

**Article 7 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, la Sous-Préfète de GUEBWILLER, le Maire de ENSISHEIM et les Inspecteurs des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 01 AOÛT 2014  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet Directeur de Cabinet  
Le Secrétaire Général suppléant

Laurent LENOBLE

**Délais et voies de recours**

(article L 514-3-1 du Titre 1er du livre V du Code de l'Environnement)  
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG

- par les demandeurs ou par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

